
ESSEC MANAGEMENT EDUCATION

Déstabilisation informationnelle
des entreprises françaises
en Argentine

Isabelle Mussard

Linda Hammache

Etienne Salefran

Cours d'Intelligence Economique de Christian Harbulot

SOMMAIRE

Introduction	3
I. Etat des lieux.....	3
I.1. Histoire de l'Argentine, la crise économique.....	3
I.2. Etude concurrentielle des entreprises choisies au niveau mondial et national.....	4
II. Les déstabilisations.....	7
II.1. Les objectifs poursuivis.....	7
II.2. Les moyens employés, les tactiques suivies.....	8
III. Résultats.....	9
III.1. Les bénéficiaires directs.....	9
III.2. Les bénéficiaires indirects.....	11
III.3. Liens (directs ou indirects) des bénéficiaires entre les organismes/actions de déstabilisation et les victimes.....	12
IV. Guerre économique ou erreur stratégique ?.....	14
IV.1. Contexte géopolitique et monétaire, recours devant le CIRDI	14
IV.2. Autres entreprises aux implantations réussies	15
Conclusion.....	16
Bibliographie.....	17

Introduction :

L'Argentine est un pays riche doté de ressources naturelles quasi inépuisables qui a développé dans les années cinquante, grâce à l'entrée de capitaux américains, une industrie locale dans l'automobile, l'électroménager, le textile, l'agro alimentaire, une protection sociale avec des services publics structurés et une université de haut niveau, un niveau de créativité élevé dans le cinéma, la littérature, les arts graphiques.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, il n'y a pas actuellement de domination économique des Etats-Unis, qui pèsent autant que l'Union européenne pour les importations et bien moins pour les exportations (10 % contre 30 %). Même si l'Argentine est le pays du monde où circule le plus de dollars (en tout 25 milliards de dollars), les investissements européens dépassent largement ceux des Etats-Unis²⁷. La France est l'un des plus gros investisseurs en Argentine (troisième derrière l'Espagne et les Etats Unis) et c'est celui qui compte le plus grand nombre de départs récemment. Quels sont les secteurs, les entreprises touchés par ces départs ? Dans quel contexte (historique, économique, concurrentiel...) sont-elles parties ? Pourquoi ? Quelles en sont les causes ? Peut-on dire qu'elles ont été les victimes d'une guerre informationnelle ? Y a t il des secteurs plus sensibles que d'autres ?

Nous nous efforcerons de répondre à ces questions en nous attachant aux secteurs de l'eau, de l'énergie (gaz, électricité, pétrole), de la téléphonie et de la banque.

Dans une première partie nous tenterons d'établir un bilan sur la situation économique et concurrentielle en Argentine. Par la suite, nous analyserons les phénomènes de déstabilisation informationnelle et leurs résultantes : à qui profite le « crime » de façon directe ou indirecte. Nous essaierons de répondre à la question de savoir s'il s'agit du déroulement d'une véritable guerre stratégique ou plus simplement d'une erreur stratégique.

I. Etat des lieux

I.1.Histoire de l'Argentine, la crise économique

Après des années d'alternance entre régime péroniste et présidence militaire, le retour à la démocratie se fait suite à la victoire du candidat radical (UCR) Raul Alfonsin en 1985.

Pendant ces périodes, les politiques économiques ont fait les beaux jours du capitalisme financier, la gestion du taux de change peso/dollar combinée avec une hyper inflation et des taux d'intérêt très élevés ont permis l'invention de la bicyclette financière : on emprunte aux USA à 10 % l'an et on replace en Argentine à 10 % par mois avec un taux de change contrôlé. C'est le meilleur placement du monde, mais cela creuse la dette du pays. C'est la « plata dulce », la classe moyenne se sent en situation de voyager partout dans le monde avec une monnaie « forte ».

Mais l'hyper inflation devient gênante pour la population (5000 % par an, prix multipliés par 60...) et pour les multinationales qui ne peuvent pas faire de prévisions fiables sur leurs futurs revenus²⁸.

En 1989, la lutte contre l'inflation devient la première priorité du gouvernement de Carlos Menem (élu à la présidence en Mai) et avec l'appui du FMI (Fond Monétaire International) et des USA, une idéologie anti-inflationniste et ultra libérale est de cours :

- Payement de la dette.
- Privatisation de tout le secteur public pour le rendre « compétitif ».
- Austérité budgétaire.
- Parité avec le dollar.

Les pays de l'Union Européenne sont ceux qui ont le plus largement profité des privatisations, et ont contrôlé des secteurs importants de l'économie.

Entre 1998 et 2002, la situation économique en Argentine empire de jour en jour. Les deux points critiques de la crise sont, d'une part, la récession de 1998/99 d'autre part l'effondrement du système financier de 2001/02.

Le 1er décembre 2001, le gouvernement impose le **corralito** c'est à dire la limitation des retraits bancaires des particuliers à 250 dollars par semaine, tandis que les classes aisées évacuent leurs capitaux du pays en toute hâte.

Les conséquences sociales sont désastreuses : au pire de la crise (au milieu de l'année 2002), le taux de pauvreté dépassa 57%, et le taux de chômage atteignit 23%.

Cette crise résulte en fait de la conjonction de plusieurs effets complexes :

- La surévaluation du peso (parité avec le dollar) qui a creusé le déficit de la balance commerciale par les importations, ainsi que l'endettement.
- L'effet domino de la crise du Brésil et du Mexique.
- La dénationalisation de l'économie : La vague de privatisation du début des années 90 a entraîné une dépendance de pans entiers de l'économie vis à vis de l'étranger. Ceci exposant le pays à la spéculation et à la fuite des capitaux, phénomène qui contribua de manière significative à la crise bancaire en 2001.
- Le manque de confiance en l'économie (Nouvelle loi bancaire de la fin de l'année 2001, panique, dévaluation).

A partir de 1999 et suite aux "révoltes" des provinces devant le libéralisme économique de Menem, on assiste à un changement de politique et à un retour vers le public de ce qui a été cédé au privé.

L'actuel président Nestor Kirchner (élu en mai 2003), tente un retour en arrière :

- Renégociation de la dette en défaut, avec le FMI et avec les créanciers privés. Un accord a été trouvé avec ses derniers début 2005, ceux-ci devant renoncer à 75 % de leurs créances.

- Renégociation des contrats d'eau, de gaz... avec de grandes entreprises étrangères (Suez...), gel des tarifs.

Depuis trois ans, les entreprises privées de services publics réclament sans succès une hausse des tarifs de leurs prestations. Une des conséquences de la crise financière de fin 2001 a été la dévaluation de la monnaie argentine qui a perdu 70% depuis janvier 2002. Les investissements français ont été durement frappés¹ car ils ont été décidés initialement dans un cadre monétaire stable (parité avec le dollar) et la rentabilité a été calculée sur cette base. Les sociétés privées de services publics, lourdement endettées en dollars, sont touchées par le gel des tarifs (et donc des gains des entreprises privatisées) alors que les prix de des biens de consommation courante ont augmenté de 100% dans certains cas².

II.2. Etude concurrentielle des entreprises choisies au niveau mondial et national

Il est intéressant de connaître les principaux concurrents des entreprises françaises tant sur le marché argentin que sur le plan de la concurrence internationale, étant donné que la déstabilisation d'une entreprise dans un pays donné (ici l'Argentine), peut affaiblir l'image d'un groupe et défavoriser des attributions de marché dans d'autres pays sur le marché mondial.

Marché de l'eau :

Dans le monde, trois grandes entreprises se partagent le marché : Suez et Vivendi Environnement, entreprises françaises, et la Thames Water, dont le siège est en Grande-Bretagne mais qui est la propriété de RWE AGS, une entreprise allemande³. Ces entreprises ont 300 millions de clients dans 130 pays. Au niveau mondial Suez et Vivendi ont 70% du marché.

Trois autres entreprises, Saur (filiale de PAI Partners : Paribas) et United Utilities entreprise anglaise travaillant avec Bechtel (USA), ont aussi obtenu d'importants contrats internationaux pour l'approvisionnement en eau potable⁴.

En Argentine, Suez et Véolia ont une part prépondérante du marché. RWE et SAUR ont une position plus négligeable. Nous verrons la position actuelle de Suez et Véolia dans ce pays dans les résultats de la déstabilisation.

Marché de l'énergie/pétrole/gaz

Pour le pétrole les grands mondiaux sont Total, Exxon et Shell. En Argentine, le leader est Repsol YPF mais on retrouve aussi Total déjà bien implanté par ailleurs avec le gaz.

Sur un plan mondial, l'essentiel du marché du gaz est contrôlé par Ruhrgaz (Allemand), GDF (Français) et Gasunie (Néerlandais)⁵.

Total en Argentine : Implanté depuis 1978 en Argentine au départ dans le cadre d'un consortium avec l'Allemand Wintershall et le l'argentin Pan American Energy, Total sous le nom de Total Austral occupe maintenant la deuxième place derrière l'Espagnol Repsol YPF dans la production de gaz naturel avec 23% de parts de marché⁶. Sa participation dans la production pétrolière n'est que de 3.7% car les gisements en Argentine y sont plus pauvres mais Total contrôle également des centrales électriques locales fortement endettées et rachetées avant la crise⁷. Total Austral a annoncé récemment qu'il va mettre en exploitation deux nouveaux gisements de gaz et va investir près de 500 millions de dollars en Argentine dont 160 millions dès 2005. Le groupe se dit confiant dans la capacité de trouver de nouveaux gisements grâce à l'expérience acquise et avec le recours aux nouvelles technologies. Ceci va dans le sens de la demande argentine i.e. le transfert de technologie, la fourniture d'information⁸...

Au niveau mondial, dans le secteur électrique, ENO et RWE (allemands) se partagent le marché avec EDF (français), ENEL (Italien) et Centrica (UK).

En Argentine, l'électricité est produite⁹ :

* Par centrale hydraulique : trois principales entreprises de distribution : EDENOR, EDESUR et EDELAP. EDENOR est contrôlée à hauteur de 90% par EDF. ENDESA d'Espagne possède 50% d'EDESUR.

* Par transformation du gaz : Repsol-YPF et Total principalement.

Dans le secteur énergétique : EDF, Dalkia (Pologne), RWE et Air Liquide (France) se partagent le marché.

En Europe, l'ouverture du marché EDF / GDF intéresse Enel (Italie), Electrabel (Belge détenu par Suez), E.ON et RWE (Allemands), Endesa et Iberdrola (Espagnols), National Power, Scottish Power et Power Gen (UK).

Au niveau production d'énergie en général : Air Liquid possède des centrales en Europe, turbines à gaz pour Alstom, General Electric, et de leur côté Pratt&Whitney, Solar et ABB (beaucoup sont américains) alimentent des sites de gros industriels de diverses manières.

Marché de la téléphonie

Voici les principaux opérateurs téléphoniques dans le monde :

Classement				CA Télécoms 2001 (en milliards de dollars)	Variation du CA 2000-2001
1	NTT	Japon	96,12		+2,3 %
2	Verizon	USA	67,90		+4,9 %
3	AT&T	Etats-Unis	52,55		-5,5 %
4	SBC	Etats-Unis	45,98		-10,5 %
5	Deutsche Telekom	Allemagne	43,23		+18,1 %
6	France Télécom	France	38,50		+27,8 %
7	MCI WorldCom	Etats-Unis	35,18		-10,0 %
8	Vodafone	Royaume-Uni	32,90		+52,3 %
9	Telefónica	Espagne	27,79		+9,0 %

En 1990, l'Argentine attribue le réseau aux consortiums franco-italien, Telecom Argentina et espagnol, Telefónica. On assiste à un partage territorial entre les multinationales: Telefónica au Sud et France Telecom au Nord (la capitale est coupée en deux). L'attribution des marchés est entachée de malversations, monopole privé, entente illicite avec le gouvernement (pots de vin dénoncés par les enquêtes du juge Garzon sur les activités de Telefonica en Argentine pour obtenir des augmentations de tarif, à l'encontre des lois du marché). Le résultat est que le téléphone est un des plus chers du monde²⁹.

Les principaux opérateurs en Argentine de ce secteur sont :

- Telefónica (48,4% des abonnés),
- Telecom Argentina (42% des abonnés)
- Le reste se répartissant entre divers opérateurs : Iplan, Infracom, dans leur capital on retrouve des fonds d'investissement américains)

NB : France Télécom et Telefónica sont respectivement 6^{ème} et 9^{ème} en terme de chiffre d'affaire au classement mondial et sont donc plus fragiles et susceptibles d'être attaqués par les leaders du marché.

Marché bancaire :

A la différence des autres banques, les banques américaines (ex : Citibank) en Argentine ont la possibilité de créer des comptes et des sociétés « off shore » pour des compagnies multinationales.

Après avoir essuyé des pertes impressionnantes (les établissements étrangers ont perdu au total 13 milliards de dollars), une demi-douzaine de banques ont quitté le pays plus ou moins discrètement (Société Générale, Crédit Agricole, Lloyds TSB, West LB, ...) ¹⁰.

II. Déstabilisations enregistrées

II.1. Les objectifs

Les objectifs de cette déstabilisation des entreprises françaises en Argentine sont multiples car le départ de ces compagnies va permettre :

- De diminuer la présence et l'influence des sociétés françaises et européennes en Amérique du Sud : Union Européenne représente 50% des investissements étrangers réalisés en Argentine avec pour principaux acteurs l'Espagne et la France.

Certaines privatisations de secteurs publics, surtout le secteur de l'eau, étaient initialement convoitées par des sociétés américaines (Enron et Betchel) cependant, pour des raisons qui pourraient être financières (emprunts importants contractés par Véolia et Suez en vue de leurs engagements tarifaires et de services en Argentine), le FMI a privilégié les candidatures françaises¹¹. Les relations entre l'Union Européenne et le marché commun du cône Sud (MERCOSUR) deviennent importantes et donnent de plus en plus de droits à l'Europe en Amérique du Sud².

- De ternir l'image sur un plan mondial de ces entreprises et d'influer sur l'attribution d'autres marchés dans le monde... On peut penser au marché américain de l'eau.

- D'asseoir la suprématie américaine :

L'Amérique du Sud est une zone stratégique pour les Etats-Unis et a toujours fait partie de la sphère d'influence des américains. Depuis la crise, l'Argentine sert à l'enrichissement des US et de plateforme monétaire aux Etats-Unis pour blanchir de l'argent¹². La gestion du pays par les américains est donc clé et via des fonds d'investissements, l'économie argentine est partiellement contrôlée par les américains.

- De servir les intérêts personnels d'une certaine élite argentine. Le gouvernement et des fonctionnaires argentins profitent largement du départ des sociétés françaises et du rachat de leurs parts par des fonds d'investissement. Il a été prouvé que le président Kirchner et le ministre De Vigo ont été corrompus à plusieurs reprises et notamment dans le rachat du pétrolier argentin YPF par l'espagnol Repsol. Kirchner a également fait profiter ses amis hommes d'affaires de son influence (Marcel Mindlin)¹³.

- Au niveau de la privatisation de l'eau, de stopper le monopole de Suez et Véolia.

Le marché de l'eau est dominé par Suez et Véolia qui détiennent ensemble près de 70% de la totalité du secteur privé de l'eau. Les 30% restants sont répartis entre SAUR international, Thames (détenu par RWE), Anglian (GB), Agua de Barcelona (Espagne), RWE (Allemagne) et International Water (propriété de Betchel US et Edison en Italie)¹⁴.

En 1998, la société américaine Azurix, détenu par Enron, a essayé de casser ce monopole mais cela a été un échec.

La principale difficulté pour les sociétés concurrentes pour récupérer des parts de marché est la renégociation des contrats. En général, Suez et Véolia ont placé la barre tellement haute qu'il est presque impossible de proposer des prix plus bas.

Ces sociétés détenant 30% du marché de l'eau ont de forts intérêts à voir Suez et Véolia chuter.

- De déstabiliser Suez qui investit largement dans d'autres secteurs de l'énergie.

Suez est bien implantée dans le domaine de l'énergie et cherche à se développer notamment dans le secteur de l'électricité et particulièrement depuis l'ouverture des frontières en Europe. En Août, la société a racheté l'équivalent de l'EDF Belge ce qui pourrait être néfaste à RWE très présent en Allemagne et à EDF en France¹⁵.

II.2. Les moyens/Les tactiques

Moyens	Tactiques suivies
<p>Manifestations et communications des groupes alter mondialistes (via article presse, campagne télévisée, pétitions...)</p>	<p>Prendre les compagnies françaises en défaut en ce qui concerne les effets néfastes observés sur les populations et sur la planète. C'est une action plus précise pour dénoncer un problème de monopole, l'exploitation des populations locales pour l'enrichissement des sociétés¹⁶. C'est également une action contre le gouvernement en place qui soutient ces sociétés et ce type d'investissement et de développement.</p>
<p>ONG (via campagne médiatique, livres, pétitions, action à l'Assemblée Nationale, présence de personnalités : Danièle Mitterrand...) <i>Les principales entreprises ciblées par ces offensives sont les groupes Français Suez et Véolia contre lesquels a été organisée par exemple une journée de contestation, financée par public citizen¹⁷ (ONG Américaine) et les syndicats des latino-américains, ou des représentants de la société civile argentine manifestaient pendant que se tenait à l'assemblée nationale une conférence de presse tenue par D. Mitterrand (France Liberté).</i></p> <p><i>Lors du forum social de Porto Alegre en 2003 ou les groupes suez et Véolia ont été diabolisés pour avoir tourmenté l'argentine au point de l'amener jusqu'à la faillite et de demander des millions de dommages et intérêts à la province la plus pauvre du pays.</i></p>	<p>Prendre les compagnies françaises en défaut en ce qui concerne les effets néfastes observés sur les populations et sur la planète. Donner une mauvaise image publique des sociétés mentionnées</p>
<p>Actions syndicats des sociétés concernées (ex : FO Véolia, Suez, EDF/GDF¹⁸ ont développé des sites internet en interne pour polémiquer sur la crise en Argentine)</p>	<p>Affaiblissement des responsables des différentes sociétés. Ces actions sèment le doute dans l'esprit des salariés et des actionnaires. Déstabilisation en interne</p>
<p>Associations de consommateurs et groupes de pression locaux via des articles, campagne médiatique, des manifestations (refus de payer les factures...)</p>	<p>Organiser la contestation en passant par les peuples locaux soulignant leurs difficultés et leur appauvrissement provoqués par la privatisation des services par des sociétés étrangères. À quelques mois des législatives d'octobre, le gouvernement argentin a fait de la lutte contre la hausse des tarifs son cheval de bataille, entendant montrer à son électorat qu'il ne cède ni aux demandes des entreprises étrangères ni à celles du FMI, qui soutient les revendications des sociétés privatisées et réclame des restrictions budgétaires.</p>

<p>Action du gouvernement contre les sociétés étrangères : refus de la hausse des tarifs, favoritisme pour les entreprises locales dans l'obtention de contrats ou dans le rachat d'autres sociétés¹⁹.</p> <p><i>La manipulation informationnelle dans le contexte argentin est notamment perceptible dans le discours de Kirchner qui entend gagner la bataille de la légitimité en polémiquant sur la privatisation des entreprises de services publics et en manipulant parfaitement la rhétorique populiste.</i></p> <p><i>En 2000 Kirchner accuse Menen d'avoir privatisé à outrance les entreprises argentines, et le rend responsable pour partie du crime économique (Le démantèlement de privatisations entachées de corruptions datant de 90 impliquant notamment les entreprises françaises)³⁰.</i></p> <p><i>En janvier 2005, les autorités argentines ont infligé à Suez, et à EDF des amendes d'un montant de 2 millions de pesos (500 000 euros) pour non-respect de leurs obligations en matière d'investissements et de qualité du service.</i></p>	<p>Obliger les sociétés étrangères à partir ou à faire faillite (investissements ne sont plus rentables), favoriser des sociétés locales ayant un poids important dans le pays mais également possédant des investissements dans des sociétés multinationales puissantes²⁰.</p>
<p>Système bancaire favorisant les Etats-Unis mais pas les sociétés européennes¹²</p>	<p>Cf chapitre bénéficiaires indirects (banques américaines) : la majorité des sociétés françaises sont en cessation de paiement dans des banques principalement américaines. La crise argentine a servi et sert aux Etats-Unis pour blanchir de l'argent et obtenir plus de bénéfices sur les transactions.</p>
<p>Fonds d'investissement américains ou argentins mais manipulés par les Etats-Unis qui rachètent des sociétés locales ou les parts des entreprises étrangères qui quittent le pays, qui financent les ONG et groupes alter mondialistes</p>	<p>Affaiblir la présence des sociétés françaises, en donner une mauvaise image, asseoir la présence des multinationales américaines, assurer la suprématie des Etats-Unis dans une zone géographique stratégique pour eux</p>

III. Résultats

III.1. Les bénéficiaires directs

Nous pouvons trouver les bénéficiaires directs en répondant à la question : « Qui a racheté l'entreprise partante ? » ou bien « Qui a pris la place de l'entreprise partante ? »

France Telecom cède sa participation à Grupo W

France Telecom s'est implantée en Argentine en 1989 investissant 275 millions de dollars. En 2002, la société avait déprécié à zéro de sa participation dans Telecom Argentina du fait de la crise économique qui a secoué le pays fin 2001²⁵. Le groupe, associé à Telecom Italia, a revendu sa participation fin 2003 dans Telecom Argentina au Grupo W (holding de tête du groupe local Wertheim également proche du président Kirchner) empochant ainsi 125 millions de dollars mais en conservant une clause de rachat quand les tarifs seront plus élevés. En effet, Nestor Kirchner serait favorable à l'augmentation des tarifs des services publics si ceux-ci sont détenus par des sociétés locales et il est probable que de nombreuses sociétés étrangères à l'instar de France Telecom aient pour stratégie de céder leurs actions à des groupes locaux pour que ceux-ci aient plus de marge de manœuvre dans les négociations des tarifs pour ensuite les racheter.

EDF revend ses parts à Grupo Dolphin

En ce qui concerne EDF, le groupe vient de se désengager d'une société, Edenor, acquise en 1992 en revendant 65% au fonds d'investissement Dolphin dirigé par Marcelo Mindlin et conservant tout de même 25% de participation.

Dolphin rachète les parts d'EDF à hauteur de 100 millions de dollars mais surtout va devoir renégocier 490 millions de passif ainsi que 50 millions d'amendes pour non accomplissement de certains termes du contrat avec le gouvernement (investissement en infrastructures non réalisé, coupures d'électricité...)³¹. Au passage, EDF transfère à Grupo Dolphin la procédure qu'il avait ouverte devant le CIRDI (Centre International de Règlements des Investissements) pour protester contre le gel des tarifs.

Plusieurs fonds d'investissement étaient sur les rangs pour le rachat des parts d'EDF : Argentina Pegasus, Latin American Energy fund basées aux Etats Unis, GP Investimentos (groupe brésilien) et Caylon l'unité d'investissement du Crédit Agricole. Dolphin a été retenu par EDF car Mr Mindlin est un proche du président Kirchner et il a de fortes chances de pouvoir renégocier les tarifs de l'électricité et EDF voulait être sûr de garder une participation dans Edenor. EDF conserve également l'assistance technique, le RTE (réseau de transport d'électricité) et deux barrages électriques.

EDF a investi au total 1.4 milliards de dollars dans Edenor et doit maintenant rapidement se concentrer sur son activité en Europe où le groupe fait face à une concurrence active (allemands RWE et E.ON ainsi que Vivendi de plus en plus présent au niveau électricité) et doit organiser sa privatisation.

La Société Générale revend à Banco Banex

La société Générale a préféré céder sa filiale Banco Société Générale Argentina au groupe bancaire argentin Banco Banex début 2005 afin de recentrer ses activités en Europe²¹.

Le Crédit Agricole transfert ses activités à Banco Nacion

Le Crédit Agricole quant à lui, a suspendu les activités des trois banques qu'il contrôlait dans le pays en Mai 2002 en quittant le pays en l'espace d'un week-end sans indemniser ses clients ou prévenir ses employés locaux et ceci en profitant de la loi négociée peu de temps avant avec le gouvernement. L'article 35 de la loi bancaire argentine permettait le transfert des activités, et du risque bancaire, à une banque nationale : Banco Nacion et tout s'est fait entre banquiers français, argentins et avec l'aide des politiques du pays²².

NB : il est important de rappeler que Banco Nacion était la banque de dépôts obligatoires des recettes des privatisées. et était imposée par le FMI et la Banque Mondiale.

Suez en attente de revente

D'un côté, Aguas Argentinas réclame une hausse de ses tarifs en pesos qui n'ont pas augmentés depuis janvier 2002 (date de la dévaluation d'environ 70 % de la monnaie argentine) et une aide gouvernementale pour lui permettre de rembourser une dette de 700 millions de dollars et la maîtrise de ses investissements. Lors d'une réunion de la dernière chance, le ministre de l'Economie, Roberto Lavagna, et le président de la filiale de Suez, Yves Thibault de Silguy, se seraient mis d'accord sur une hausse des tarifs de 40 % en deux étapes²³. En revanche, un différend subsiste sur les dates à partir desquelles s'appliqueraient ces hausses. D'autre part, il paraît peu probable que le gouvernement de Kirchner prenne en charge une partie de la dette qu'Aguas Argentinas maintient avec la Banque interaméricaine de développement et la Banque Mondiale. «*Les exigences de Suez ne cadrent pas avec la politique économique du gouvernement car un prêt de la Banco Nacion (banque nationalisée) à une entreprise étrangère serait impossible à justifier auprès de l'opinion publique argentine*», assurait une source proche du dossier. D'autant que des conflits similaires dans d'autres secteurs se sont tous soldés par des reventes à des investisseurs argentins. «*L'objectif du gouvernement est d'installer une bourgeoisie nationale aux commandes des services publics essentiels qui étaient jusqu'ici aux mains de compagnies étrangères*», conclut Santiago Urbiztondo économiste au FIEL³¹ (Fundacion de Investigaciones Economicas Latino americanas : institution privée, indépendante et à but non lucratif de recherche économique et sociale), un organisme plutôt libéral.

III.2. Les bénéficiaires indirects

Banques américaines

Une grande partie de l'argent argentin pendant et après la crise a été converti « off shore ». En effet, les banques américaines (ex : Citibank) en Argentine ont la possibilité de créer des comptes et des sociétés « off shore » pour des compagnies multinationales et il a été démontré que les banques étrangères créancières - particulièrement les banques nord-américaines ont procédé ainsi¹² :

Quasiment 47000 millions de dollars en billets ont été confisqués par le système bancaire aux épargnants -privés ou institutionnels- qui ont été attrapés dans le corralito. Ensuite, avec l'aval du gouvernement qui a décidé la pesification, les banques ont commencé à rendre cette épargne mais en pesos -qui avait été dévalué de plus de 300% par rapport au dollar.

Les banques ont pesifié leur crédit un peso pour un dollar et leurs dettes 1.4 peso pour un dollar. L'état, sous la pression des Etats Unis et du FMI, a émis des titres de sa dette en faveur des banques pour compenser ces supposées pertes, mais ce sont des bons échangeables en dollars correspondant à un total de 74000 millions de dollars. La Banque Centrale - qui a vu diminuer ses réserves car elle a dû jeter des dollars sur le marché pour essayer, sans succès, de contrôler le cours de la devise- a en quatre mois prêté aux banques quelques 16000 millions de dollars, prêts qui n'ont pas été, ni ne seront rendus puisque les banques disent qu'elles sont en faillite. Ces 90000 millions de dollars ont été sortis du pays par ces mêmes banques, qui aujourd'hui disent à leurs clients qu'elles n'ont pas de liquidités pour faire fonctionner leurs comptes à vue, ni pour rembourser les dépôts à terme. En résumé, en presque 14 mois, le système bancaire qui opérait en Argentine, a pompé vers l'extérieur quelque 110000 millions de dollars. Ces 110.000 millions de dollars pris par les banques américaines sont allés atterrir dans le circuit « off shore » de ce même système bancaire, où sont payés des taux d'intérêt plus élevés que la normale, tout en étant protégés des régimes fiscaux.

De plus, une bonne partie de l'argent pompé à l'Argentine à travers la fuite des capitaux a servi à augmenter les liquidités - exemptées de tout impôt- accumulées dans la banque off-

shore et dont l'économie des Etats-Unis avait besoin. Utilisant l'excuse des attentats du 11 septembre 2001, le monde entrepreneurial et financier nord-américain a reçu une injection de plus de 500 milliards de dollars, bouffée d'air financier vitale pour poursuivre sa campagne en quête d'hégémonie, face aux intérêts de l'Union européenne et de l'émergence du Sud Est Asiatique.

Une autre partie importante du butin soustrait à l'Argentine est utilisée par le même système bancaire (à travers des financements directs et les fonds d'investissement) pour acquérir une partie significative des entreprises privées qui se trouvent en cessation de paiement, ce qui représente 5000 millions de dollars. Actuellement la plupart des entreprises privées de services publics et notamment Edenor, Suez et France Telecom sont en défaut de paiement vis-à-vis de leurs banques qui sont essentiellement américaines.

USA avec une forte puissance monétaire du dollar

Le dollar est à la fois une monnaie nationale et une monnaie internationale. Cela traduit la force économique et l'hégémonie d'un pays, et contribue à la renforcer.

La force du dollar ne réside pas dans son niveau par rapport à une autre devise, mais dans le fait qu'il reste demandé pour lui-même. Ainsi, malgré sa récente dépréciation, il continue de représenter près de 70% des réserves de changes dans le monde et 50% des transactions internationales, alors que les Etats-Unis ne réalisent que 17% du commerce mondial. Autrement dit, les deux tiers des transactions en dollars réalisées à travers la planète ne sont pas américaines²⁶.

Tous les prêts accordés par le FMI se font en dollars et accentuent sa puissance monétaire dans le monde.

La Banque Mondiale a délégué un de ses propres directeurs de haut rang pour qu'il négocie de fortes augmentations de tarifs de distribution d'eau avec le gouvernement argentin. Ce directeur a ensuite dirigé une structure de la Banque Mondiale qui a accordé un prêt de 30 millions de dollars à l'Argentine.

Les entreprises privées apportent très peu de capitaux propres, en utilisant principalement des prêts de la Banque Mondiale et des institutions internationales en rapport avec elle pour aider à couvrir les coûts de réparation et d'expansion des réseaux.

Les autres concurrents mondiaux des groupes cités plus haut...

Car comme on l'a dit plus haut, les déstabilisations donnent des a priori avant l'attribution des futurs marchés dans les autres pays (marché de l'eau aux US ?)

III.3. Liens (directs ou indirects) des bénéficiaires avec les organismes et actions de déstabilisation et/ou les victimes

Relations du président Kirchner avec les gaziers et pétroliers

Bien qu'officiellement le gouvernement refuse toute hausse des tarifs du gaz et du pétrole, des discussions officieuses ont lieu entre le président Kirchner et les compagnies pétrolières (principalement avec le leader en Argentine Repsol YPF). Ce qui est appelé le « style K »¹³ permet toujours un transfert des bénéfices des exploitations de gaz et de pétrole, fait passer des augmentations du prix du gaz à la sortie du puits bien que cela ne soit pas admis publiquement : la déclaration officielle étant que c'est l'unique choix pour conserver un minimum d'investissements étrangers ou étudie la possibilité de transférer ces augmentations vers les prix des produits de consommation.

Fin 2004, la mise en place en association avec des membres du FLASCO (Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales) d'un projet cadre en vue de la renégociation avec les sociétés de capitaux privés semble être un écran pour blanchir un projet déjà existant. Quand les membres du FLASCO ont eu le rapport corrigé par les fonctionnaires du gouvernement en retour, le chapitre du secteur pétrolier avait disparu.

Actuellement le président Kirchner est soupçonné de corruption alors qu'il était gouverneur de la province de Santa Cruz dans les années 90. En effet, il fut un des grands promoteurs du processus de privatisation et il a activement participé à la livraison de YPF (Yacimientos Petrolíferos Fiscales) aux multinationales étrangères et notamment Repsol avec qui il aurait des liens privilégiés. Pour cela, il n'a pas hésité à corrompre d'autres gouverneurs afin de voter la loi qui mettait fin à la relation entre l'Etat et YPF en encaissant au passage des « royalties » qu'il a placées sur des comptes bancaires à l'étranger pour éviter le « corralito » de 2001. De plus, Kirchner n'a pas hésité à soutenir les répressions et emprisonnements des ex-ouvriers d'YPF qui revendiquaient le paiement des actions que l'ex compagnie du pétrole de l'Etat leur doit depuis la privatisation.

Dolphin/Kirchner

Le groupe financier Dolphin a racheté fin juin à EDF 65 % de l'entreprise Edenor, pour 100 millions de dollars. Le même groupe a des actions dans des compagnies pétrolières (Total, Petrobras...), installées à Santa Cruz, province natale du président Kirchner, qui en fut le gouverneur, avec M. de Vido comme responsable de l'économie. La compagnie d'eau Aguas de Santa Fe a été reprise, de son côté, par l'homme d'affaires argentin Alejandro Ivanisovich, proche des péronistes.

Américains et ONG

Dans ce groupe de déstabilisateurs, les bénéficiaires apparaissent assez clairement, même si les informations officielles sont difficiles à trouver, car il s'agit de leurs principaux financiers. En effet, pour l'ONG Public Citizen, on retrouve différents fonds privés américains (Rockefeller...), la société Ford, des syndicats (AFL/CIO), etc...

En ce qui concerne Les Amis de la Terre, on a 20% du financement venant de différents fonds d'investissement américains.

Pour ATTAC, l'argent provient de différents partis et syndicats (PS, PC, les Verts, La confédération paysanne...), du fond Rockefeller...

Fonds d'investissements américains et Dolphin

On retrouve des fonds d'investissement purement américains qui vont favoriser les sociétés américaines mais également l'implantation des Etats-Unis en Amérique Latine et il y a des fonds d'investissements locaux dont principalement Grupo Dolphin. Ce fond est argentin et dirigé par un argentin, Marcelo Mindlin proche du président Kirchner mais il a des intérêts dans de nombreuses multinationales étrangères. Ce fond est très actif en Argentine et en Amérique du Sud mais également aux Etats-Unis et les investisseurs sont majoritairement américains.

IV. Guerre économique ou erreur stratégique ?

Dans le cas de ces départs et de ces reventes (avec faillites ou non), peut-on dire que la déstabilisation informationnelle a joué un rôle prépondérant ou peut-on reprocher aux entreprises concernées des erreurs de stratégie ou un manque de clairvoyance ?

IV.1. Contexte géopolitique et monétaire, recours devant le CIRDI

Est-ce que celles-ci n'ont pas tout misé sur un peso fort sans prévoir une possibilité de dévaluation de cette monnaie ?

Dans l'exemple des compagnies de l'eau, n'ont-elles pas oublié un contexte géopolitique particulier ne permettant pas d'avoir recours aux mêmes stratégies qu'ailleurs ? Les entreprises de l'eau privées font des promesses qu'elles ne peuvent pas accomplir - une tactique appelée de "surenchères" par un fonctionnaire de la Banque Mondiale. Ils promettent essentiellement d'offrir un meilleur service à un prix plus petit. L'enquête de l'ICIJ (International Consortium of Investigative Journalists) a trouvé, toutefois, que les gouvernements augmentent fréquemment les prix de l'eau juste avant la privatisation pour offrir aux entreprises privées une marge suffisante pour effectuer une réduction et gagner ainsi l'approbation populaire²⁴.

Une fois que la compagnie gagnante obtient le contrat et réduit initialement les prix, elle ne tarde pas à en renégocier les tarifs pour les augmenter et réduire les objectifs d'exercice. Le fait de contrôler déjà le système d'eaux des villes donne aux entreprises un énorme pouvoir de négociation en l'occurrence. Dans beaucoup de cas, les prix de l'eau explosent et les objectifs initiaux d'expansion des services d'eau potable et d'égouts ne sont pas remplis. Par exemple, à Buenos Aires, Aguas Argentinas - entreprise contrôlée par Suez - a fait pression presque immédiatement sur le gouvernement pour qu'il renégocie le contrat de concession pour obtenir des termes plus favorables).

La dévaluation brutale du peso a pesé lourdement dans les problèmes des entreprises en Argentine. Dans un contexte particulier, n'était-ce pas un facteur à prévoir ?

La plupart des entreprises étrangères ayant des intérêts dans les entreprises argentines de service public ont engagé des recours devant le CIRDI (Centre International de Règlements des Investissements liés à l'Investissement), un tribunal d'arbitrage de la Banque Mondiale, afin de tenter d'obtenir des Argentins une compensation financière après la dévaluation brutale du peso et le vote de la loi interdisant toute augmentation des tarifs des services publics.

Exemple de Total :

En 2004, le groupe Total a déposé un recours contre l'Argentine devant le CIRDI afin de récupérer le manque à gagner issu de la loi d'urgence nationale obligeant le gel des tarifs. De son côté, le gouvernement argentin accuse le groupe Total d'avoir une gestion opaque des exploitations en Argentine des gisements de gaz de manière à ne pas reverser les dividendes normalement dûs sur ces gisements et de transférer l'argent gagné sur des comptes en Suisse protégés des régimes fiscaux.

En Mai 2005, le gouvernement argentin s'est dit prêt à faire un geste à condition que les entreprises se désistent au préalable de leur recours devant le CIRDI. A ce jour, Veolia, Suez, EDF, Total, France Télécom et Thales n'ont pas modifié leur plainte comme les 32 autres entreprises étrangères qui ont une procédure en cours.

NB : on peut noter que le CIRDI a pour l'instant donné gain de cause et un dédommagement à une seule entreprise américaine (CMS energy)³¹.

Les raisons de partir ne sont parfois pas directement liées à l'Argentine. Des entreprises comme France Telecom et EDF, motivent leur départ d'Argentine officiellement par des facteurs externes. Dans les deux, il s'agit principalement d'une décision stratégique des groupes de recentrer leurs activités sur l'Europe et de réduire leur endettement. Après le Crédit Agricole, qui a lâché les trois banques qu'il détenait en 2002, et France Télécom, qui a cédé sa participation dans le principal opérateur téléphonique en 2003, la Société Générale et Auchan se sont défaits de leurs filiales en 2004. Pour ce qui est de Auchan par exemple, le groupe a toujours été un acteur marginal avec des difficultés pour s'implanter dans un marché dominé par Wal - Mart et Carrefour.

IV.2. Exemple d'autres entreprises aux implantations réussies.

En dehors des services publics, la plupart des entreprises françaises produisant des biens de consommation courante dans le pays, marchent bien. Outre Carrefour, il y a Danone qui est numéro un pour l'eau et les produits frais, Renault et Peugeot (dans les premiers constructeurs locaux). Toutes ces sociétés ont annoncé des investissements pour cette année.

Les projecteurs sont fixés sur les services publics mais il y a de nombreuses multinationales et PME françaises qui souhaitent rester et investir plus en Argentine profitant ainsi du taux de change favorable, de coûts de production réduits, d'une main d'œuvre bien formée et bon marché et ceci particulièrement dans l'agroalimentaire et les biens de consommation courante³¹. Mais l'image de la France en Argentine a été écornée et les groupes français ont subi de lourdes pertes, alors que ceux espagnols, également présents dans ce pays, sont parvenus à renégocier leurs contrats. Le problème est que l'Argentine a besoin d'investisseurs. Il lui faut donc trouver un équilibre entre le respect de ses intérêts nationaux, le bien-être de sa population et l'assainissement de son climat économique, nécessaire à la confiance.

Etrangement et contrairement à l'Espagne et la France, les Etats-Unis n'ont pas investi massivement lors des privatisations de l'ère Menem où les entreprises argentines ont pratiquement été bradées. Les entreprises multinationales issues des pays de l'Union Européenne représentent la moitié des principales entreprises multinationales mondiales et jouent en Amérique Latine un rôle aussi grand que les entreprises des Etats Unis. Dans le cadre d'accords et de négociations entre l'UE et les pays ou groupes de pays d'Amérique latine (UE-Mexique, UE-Chili, UE-MERCOSUR : UE et marché commun du cône Sud), les questions liées aux investissements donnent de plus en plus de droits à ces multinationales et les Etats-Unis ont tout intérêt à réduire cette hégémonie Européenne et plus particulièrement française en Amérique Sud qu'il considère comme faisant partie de leur sphère d'influence.

Conclusion :

L'annonce, mardi 26 juillet par le groupe Suez de son retrait possible d'Argentine illustre à la fois la complexité et les ambiguïtés de la reprise économique dans ce pays ruiné par une grave crise financière en 2001. Les difficultés de Suez, comme celles d'autres investisseurs français en Argentine réclamant en vain des hausses de leurs tarifs au gouvernement, sont liées à la volonté du président argentin Nestor Kirchner. Celui-ci entend "renationaliser" l'économie, non pas en recréant un secteur public, mais en confiant de grandes entreprises à des groupes privés argentins. A quelques mois des législatives d'octobre, le gouvernement a fait de la hausse des tarifs son cheval de bataille afin de montrer à son électorat qu'il ne cède pas aux demandes des entreprises étrangères. Ces sociétés étrangères de service public sont devenues la cible privilégiée d'un gouvernement populiste et il n'y a apparemment pas de raison que cela change dans le futur.

Mais cette politique est aussi une réaction aux excès commis dans les années 1990 à l'époque de l'ancien président Carlos Menem. Les services publics avaient alors fait l'objet de privatisations massives, au profit de groupes étrangers, qui ont acquis une très mauvaise image. Ces opérations s'étaient accompagnées de scandales de corruption.

Ce tableau général demande toutefois à être nuancé. Dans un pays où la corruption reste un problème récurrent, des soupçons naissent forcément de la volonté du président d'attribuer les entreprises revendues par les groupes étrangers à des investisseurs privés nationaux, qui ont des relations amicales avec le gouvernement, notamment le ministre du Plan Julio de Vido.

Via de nombreuses actions et manifestations, un vent de contestations fait rage contre de nombreuses entreprises françaises. Qui sont les principaux bénéficiaires de cette déstabilisation informationnelle ?

D'après nos analyses, il est clair que les américains seraient ceux qui retirent le plus de bénéfices devant une certaine partie de l'élite argentine (elle même soutenue par les Etats-Unis ?) et peut-être également quelques grands groupes industriels qui ont affaibli des sociétés françaises « gênantes » sur leur marché.

En ce qui concerne les Etats-Unis, on a pu constater l'intérêt de ce pays pour la crise argentine. Grâce au système bancaire les USA ont financé une partie de leur économie et ont obtenu les conditions idéales pour s'infiltrer sous couvert de groupes locaux dans le système économique argentin. Cela a eu pour conséquences de diminuer la présence de la France et de l'Europe en Amérique du Sud, lieu stratégique pour les Etats-Unis, et d'affaiblir les sociétés françaises.

Il faut souligner le fait que le contexte économique est très largement dépendant du contexte politique et social très instable en Argentine (corruption, chantage, intimidation...).

Bibliographie

1. Crispations sur des concessions de services publics, La Tribune, 19 Janvier 2005
2. Cédric Durand, Les entreprises multinationales de L'Union Européenne en Amérique Latine, El Correo, 10 Mai 2004
3. Eau et mondialisation, compte rendu d'ateliers du forum social mondial 2003 de Murielle Darix, général marché eau, les différents acteurs
4. Jenny Piaget, Limits in water concessions contracts, Avril 2003
5. DGTPE, Le secteur de l'énergie en Argentine, Juin 2004
6. Total : exploitation de deux nouveaux gisements de gaz en Argentine, Xinhua News Agency – French, Juin 2005
7. DGTPE, Le secteur pétrole et gaz en Argentine, Avril 2004
8. Jean-Louis Buchet, Total se renforce en Argentine, Les Echos, 18 Juin 2004
9. DGTPE, Le secteur de l'électricité en Argentine, Mai 2005
10. La gestion pour compte propre et le retrait d'Argentine pèsent sur l'activité de Crédit Agricole SA, Les Echos, 13 Mars 2003
11. David Cufre, La gestion du FMI et de la BM en faveur d'Aguas Argentinas irrite l'Argentine, El Correo, page 12, 23 décembre 2003
12. Victor Ego Ducrot, El color del dinero, 2004
13. Marcelo Garcia, Argentine : Le « style K » sur mesure pour les pétroliers étrangers jusqu'à preuve du contraire, El Correo, 6 Avril 2004
14. Réseau Sortir du nucléaire, Vivendi et Suez accusés de fausser le jeu de la concurrence, 10 Septembre 2004
15. Ernest Antoine , Grande braderie de l'électricité à travers l'Europe, Le Monde Diplomatique, Juin 2004
16. Water and Poverty in Argentina, Norma Giarracca Rural Studies Group, University of Buenos Aires.
17. Public Citizen Annual Report 2004
18. Rapport Résistances Electriques et Gazières
19. Gérard Devienne, Les « privatisées » ne font plus rêver en Argentine, L'Humanité, 5 Juillet 2005 EDF
20. Claude Fouquet, Le président argentin n'a pas fait de concession aux entreprises françaises, Les Echos, 24 Janvier 2005
21. Thierry Ogier, Malgré l'Argentine, les banques étrangères parient à nouveau sur l'Amérique latine, Le Echos, 10 Novembre 2004
22. Les clients argentins du Banco Bifel déboutés de leur action contre le Crédit Agricole, La Tribune, 13 Janvier 2005
23. Stratégies et description des activités du groupe Suez (Document interne)
24. Cledis Candelaresi, Qu'y a t-il au delà de l'eau avec les français de Suez-Environnement, El Correo, page 12, 26 février 2004.
25. Philio Terzakis, Telecom Argentine suspend le remboursement de dette, comparatel.fr, 03 avril 2002
26. Chronique des marchés, banquepopulaire.fr, 16 novembre 2004
27. Sébastien Velut -Argentine : géographie d'une crise Rapport de Ecole normale supérieure
28. Pierre Salama , L'Argentine piégée par l'ultra-libéralisme-(éléments pour la partie économique du rapport)- 2002
29. DGTPE Missions économiques –le secteur des Télécoms en Argentine- 2005
30. MONTOYA Angeline , L'Argentine veut réexaminer le processus de privatisations, Dépêche Buenos Aires 10 juin 2004
31. MONTOYA Angeline , Les sociétés de service public souffrent en Argentine, La croix 5 juillet 2005

Sites internet

www.france-libertes.fr

www.citizen.org

www.planete-bleue.com

www.attac.com

www.force-ouvriere.fr

www.foegscotedor.com

www.acme-eau.com

www.suez.fr

www.edf-gdf-loire-cgt.com

www.elcorreo.eu.org

www.comparatel.fr

www.latinanews.com

www.investir.fr

www.fos-litci.es.vg